

NOUVELLES LETTRES D'ITALIE.

III

ASOLO. — Nous partons en calessine pour Asolo, afin d'y visiter la Banque populaire. Toujours route excellente, étroite et bien entretenue, comme en Angleterre et en Suisse. Tout le pays est parfaitement cultivé : des vignes, du blé, du maïs et même des prairies, sur le penchant des coteaux, dont l'herbe verte s'explique par l'humidité qu'amène la proximité des Alpes. Asolo est situé, comme le sont souvent les bourgs en Italie, sur une hauteur, à l'extrémité de l'arête d'une colline ; de sorte que le terrain descend en pente raide tout autour, sauf par le côté de l'arête. On a ainsi une vue très étendue dans presque toutes les directions. Ceci confirme la remarque de l'économiste américain Carey : Jadis, au lieu de se fixer dans les vallées où la terre était plus fertile et où ils avaient sous la main l'eau des ruisseaux, les hommes étaient obligés de choisir des points élevés, afin de pouvoir mieux s'y défendre et d'apercevoir de loin l'approche de l'ennemi. Les cités étrusques, les villes de l'Italie centrale et même des villages dans le Latium sont perchés sur des sommets abrupts et arides, où l'eau fait défaut. C'est la preuve d'un état de guerre permanent, qui force à chercher, avant tout, le moyen de résister à un brusque assaut et à une razzia.

Voici un exemple frappant : Quand on arrive à Pestum, on aperçoit à gauche, sur la montagne aride et décharnée, une bourgade en ruines. C'est Capaccio-Vecchio. Au ix^e siècle, quand les Sarrasins assaillirent Pestum, les habitants, dirigés par l'évêque, émigrèrent en masse et allè-

rent chercher un refuge sur les hauteurs voisines. La cité dans la plaine, si prospère dans l'antiquité, n'était plus tenable.

Arrivé à Asolo, nous nous rendons tout d'abord au local de la Banque populaire. C'est l'ancien palais d'une famille patricienne. Des portraits, des lambris, des glaces du XVIII^e siècle garnissent encore les murs. La direction de la Banque est au complet pour nous recevoir.

On me raconte l'origine de l'institution. Elle a été fondée en 1873, sous l'inspiration des idées de Luzzatti et de Schulze-Delitsch, mais uniquement par le dévouement des initiateurs de l'œuvre. Ceux-ci, à trois ou quatre, se chargèrent de la direction, du service de l'escompte et de la caisse, *gratuitement*, et cela pendant plusieurs années. Ils s'adressèrent aux petits cultivateurs des environs et aux boutiquiers d'Asolo; ils leur inspirèrent confiance; ils leur apprirent le mécanisme du crédit; ils recueillirent leurs épargnes et leur firent des avances, même sur denrées; en un mot, ils arrivèrent à résoudre pratiquement la fameuse question du crédit agricole qu'on discute partout sans arriver à rien.

Aujourd'hui, l'institution est en pleine activité et en pleine prospérité. Le comité directeur continue à remplir ses fonctions sans rétribution; mais maintenant les employés reçoivent une rémunération convenable.

C'est cependant le dévouement à une idée juste qui a tout fait. Je n'hésite pas à dire que ceci est admirable. C'est une preuve nouvelle de ce que j'ai déjà dit, qu'en Italie on trouve le sentiment patriotique et humanitaire plus actif qu'ailleurs, sauf peut-être en Angleterre.

La fondation Canova et la création de la Banque populaire d'Asolo sont des faits typiques. Supposez qu'il se rencontre chez nous, dans chaque arrondissement, un groupe de propriétaires et de personnes bien vues, disposées à s'imposer le sacrifice de temps nécessaire, au début, pour fonder une banque mutuelle agricole, comme celle-ci, et tous les bienfaits du crédit, si souvent réclamés pour l'agriculture, lui sont acquis.

La liste des sociétaires (décembre 1881) prouve bien que la Banque populaire d'Asolo fait du crédit agricole dans toute la force du terme. Grands propriétaires : hommes, 28; femmes, 2. — Petits propriétaires, campagnards, fermiers, métayers, etc. : hommes, 1,066; femmes, 52. — Grands industriels : 5. — Petits industriels, boutiquiers, artisans : hommes, 252; femmes, 24. — Ouvriers journaliers, 22. — Professions diverses : 128. — Personnes sans profession : hommes, 12; femmes, 7. Total : 1,595. Sur les 6,694 effets escomptés en 1881, 5,825 l'ont été au profit des petits cultivateurs et des boutiquiers.

Remarquez qu'Asolo n'a que 5,000 habitants.

La Banque escompte à 6 p. c. ; fait des avances sur dépôts de fonds publics, de denrées et de marchandises; reçoit des dépôts en compte courant et en compte de caisse d'épargne à 4 et 4 1/2, suivant le terme des dépôts; reçoit et émet des accreditifs sur toutes les places, etc.

La Banque d'Asolo, pour augmenter son fonds disponible, a eu recours à l'émission de bons agraires, dont Luzzatti a récemment eu l'idée. Les banques populaires agricoles paient sur ces bons 4 ou 4 1/2. Ils sont au capital de 500 francs et sont destinés à former le fonds de l'agriculture. La désignation qu'on leur a donnée est bien choisie, parce qu'elle fait comprendre à ceux qui les prennent qu'ils contribuent à une œuvre patriotique, qui, d'ailleurs, n'expose leurs capitaux à aucun danger; car ces banques populaires ne subissent que des pertes insignifiantes, et toutes ont un capital absolument liquide et des réserves. Ces bons portent le titre de *Buoni del Tesoro dell' Agricoltura a scadenza fissa presso le Banche popolari*.

Pour donner une sécurité encore plus grande à ces obligations, les banques populaires de la province de Trévise (celles de Pieve-di-Soligo, Vittorio, Oderzo, Motta di Livenza, Asolo, Castelfranco-Veneto, Valdobbiadene, Montebelluna, San-Dona di Piave) se sont associées pour émettre des bons, sous leur responsabilité collective, avec la signature du président du groupe, à côté de celle du président et du cais-

sier de la Banque locale qui crée le titre. La sécurité de celui-ci devient ainsi absolue et constitue un placement de premier ordre et « de tout repos », comme on dit à la bourse. J'ai sous les yeux la circulaire signée par le président du groupe des banques fédérées, l'avocat Schiratti, de Pieve-di Soligo; elle expose clairement le mécanisme des bons agricoles. Cette combinaison n'est-elle pas extrêmement ingénieuse et digne d'être signalée à nos représentants, à nos philanthropes et à nos financiers? Dans ces conditions, notre caisse d'épargne centrale pourrait prêter à 3 1/2.

Le service rendu par ces banques agricoles aux cantons où elles s'établissent n'est pas seulement de faire des avances à l'agriculture, c'est surtout d'attirer les épargnes inertes, pour les rendre aussitôt à la circulation, de façon à féconder ainsi la production.

Quand le paysan saura qu'il aura 3 ou 4 p. c. de son argent déposé à la banque, avec une sécurité absolue, il n'y aura plus d'écus enfouis en terre ou exposés aux voleurs. Le fermier va au marché et vend une vache : au lieu d'en rapporter le prix dans une sacoche, au risque d'être assassiné, il peut le porter immédiatement à la banque de la ville, qui le transmettra à la banque locale. Ces petits cultivateurs d'Asolo, qui sont en rapport avec le comité d'administration et qui suivent le mouvement de l'institution dont ils sont sociétaires, reçoivent de cette façon des leçons d'économie politique appliquée et des germes de développement intellectuel précieux. Boutiquiers, cultivateurs, employés, grands propriétaires sont associés, avantage inappréciable en ce temps de luttes sociales.

Je ne suis pas de ceux qui croient avec Proudhon et les positivistes mutuellistes que la question sociale peut se résoudre en perfectionnant le mécanisme du crédit et de l'échange. La question sociale est affaire de répartition, non de circulation. Mais les banques populaires agricoles comme celle d'Asolo peuvent contribuer considérablement à favoriser la production, et surtout à habituer les petites gens à gérer des affaires sous la forme collective de l'association.

En Allemagne, un cultivateur, bourgmestre de village, nommé Raiffeisen, a fondé des banques rurales dont le type a été imité en Allemagne et dans l'Autriche-Hongrie. Voici deux extraits d'un rapport que j'ai fait à ce sujet au Congrès agricole de Mons de 1881 :

Les banques rurales de crédit agricole qui portent le nom de Raiffeisenschen-Darlehns-Kassenvereine sont établies sur des bases très semblables à celles des banques populaires. Tous les associés sont solidairement responsables, et, en général, elles ne font des avances qu'aux sociétaires. Elles restreignent leurs opérations à la commune où elles sont établies. C'est une grande garantie de sécurité, car ainsi la situation des emprunteurs est généralement bien connue. Aussi les pertes sont-elles insignifiantes. Elles ont traversé sans encombre les deux guerres de 1866 et de 1870. Les présidents et les administrateurs ne touchent point d'honoraires. Le caissier-teneur de livres est seul rétribué. Toute l'administration se fait ainsi de la façon la plus économique.

Les services indirects rendus par ces banques locales sont considérables. Partout où elles se sont établies, elles ont mis fin à l'usure ; elles ont constitué des centres de progrès économique. Souvent il se forme dans le local même de la banque, ou dans le voisinage, ce que les Allemands appellent un Casino, c'est-à-dire un cercle, où les membres se réunissent pour causer, se distraire et s'instruire. A la tête du Casino se trouve le médecin, le notaire, le garde forestier ou même parfois le curé. On s'y entretient régulièrement des améliorations à faire ; on signale les exemples de succès ; on discute les mérites de tel ou tel procédé ou de telle ou telle race d'animaux domestiques. On cite un livre ou un article d'un journal agricole qu'on examine. Fréquemment, quelques cultivateurs s'entendent pour acheter en commun des engrais, des instruments aratoires ou un reproducteur. Ils s'engagent solidairement pour emprunter à la banque la somme nécessaire. La garantie est parfaite et le progrès est réalisé. Le *Journal de l'Association agricole de la Prusse rhénane (Zeitschrift des landwirthschaftlichen Vereins für Rheinpreussen)* a énuméré,

à différentes reprises, les divers avantages directs et indirects que les banques Raiffeisen ont apportés aux villages où elles ont été créées. Il est certain que dans cette voie quelques hommes dévoués, prenant l'initiative d'institutions semblables, pourraient contribuer, dans une large mesure, au progrès de l'agriculture en Belgique.

Raiffeisen a essayé de relier toutes les banques rurales qui existent, au nombre de plus de cent rien que dans la Prusse rhénane, par un lien fédéral, et, à cet effet, on a créé la banque-mère de Neuwied (*Landwirthschaftliche Central-Darlehnkasse*) qui a groupé environ trente filiales, ainsi qu'on l'a fait dans la province de Trévise pour les *Boni dell' Agricoltura*.

Nous parcourons tout Asolo, en compagnie des notabilités du bourg. Dans les rues étroites de cette petite place forte encore entourée, par endroits, de ses murs crénelés, s'élèvent des palais très curieux, les uns dans le style gothique de la *Cà d'Oro*, de Venise, les autres dans le goût renaissance de Palladio comme à Vicence. Nous visitons un très beau palais à colonnade monumentale, occupé par l'un des administrateurs de la Banque populaire. Il a fait son salon de la grande salle de banquet, haute de deux étages avec une galerie à mi-hauteur, comme dans les tableaux de Véronèse, et un plafond couvert de peintures mythologiques. Toute la population actuelle d'Asolo s'y réunirait à l'aise.

Asolo a été habitée dès les temps préhistoriques, comme le prouvent des outils et des armes en pierre taillée qu'on y a trouvés. A l'époque romaine, elle fut très florissante : elle possédait des bains, un théâtre et des temples de marbre. On a des inscriptions qui donnent le nom de décurions, de quatuorviri, de prêtres et d'un curateur. La république de Venise céda Asolo à Catherine Cornaro, la fameuse reine de Chypre, qui y fixa sa résidence à partir de 1489. Elle y réunit une cour où l'on cultivait les lettres et les arts. Pietro Bembo y séjourna avant de se faire prêtre. Il y adressait ses vœux et ses vers à la reine. Son recueil de poésies, *Gli Asolani*, charmait les belles dames, qui se réunissaient dans une

magnifique villa que la reine avait fait construire dans les environs d'Asslo. On l'appelait *il Parco*. Elle était célèbre par ses statues, ses jets d'eau et sa curieuse ménagerie d'animaux rares. Ces souvenirs sont encore vivants dans la pittoresque cité dont la reine de Chypre est l'héroïne.

Voilà ce qui est merveilleux en Italie : allez dans n'importe quelle bourgade, et vous y trouverez un monument intéressant, une œuvre d'art, une trace intéressante du passé. Trois ou quatre civilisations se sont succédé, et les pierres nous en apportent le souvenir. C'est ce que montre si bien M. Lenormant, en nous racontant ses voyages dans l'Italie méridionale. A Asolo, deux châteaux forts subsistent encore. L'un, au centre de la ville, a été la résidence de la reine de Chypre. La vieille tour et le bâtiment central sont bien conservés. La partie inférieure du château a été convertie en prison, la partie supérieure, en théâtre; bizarre assemblage. La salle est vraiment gentille, blanc et or, très propre, dans une localité qui serait, chez nous, à peine un gros village. Sur les remparts à pic, on a établi des jardins remplis de fleurs et de fruits. Au sommet d'un cône escarpé qui domine Asolo, se dresse, encore menaçante, la ruine d'une vieille tour féodale, *la Rocca*. Nous y grimpons par une vigne en pente abrupte, sous un lourd soleil d'automne. Des raisins bleus en abondance mûrissent sur les ceps; les lézards fuient sous nos pieds; les lavandes et les thymes que nous foulons répandent leurs parfums aromatiques. Du pied de la formidable tour, toute noire, où s'accrochent cependant un lierre et un figuier, nous avons une vue admirable sur les collines avoisinantes. On aperçoit des maisons de colons dans les fonds entourées de vignes et de châtaigneraies. Il fait bon vivre dans cet air pur, sous ce beau ciel et au milieu de ce paysage gracieux et éveillant l'idée de toutes les richesses agricoles et du bonheur champêtre. C'est là qu'habitent les actionnaires de la Banque populaire.

A l'hôtel de ville, un petit musée : des inscriptions romaines, un diplôme de la reine de Chypre adressé à la cité d'Asolo; quelques objets en bronze sculptés très élégants, de provenance

arabe, des fragments de statues antiques et une belle nature de Canova.

— Rentrés à Crespano, nous allons visiter l'hôpital des *Pellagrosi*. La *Pellagra* (peau aigre) est une maladie affreuse, qui atteint ceux qui se nourrissent exclusivement de maïs, quand celui-ci n'est pas assez bien séché. En Valachie, les ouvriers de la campagne ne mangent aussi que de la polenta, et la pellagra y est inconnue, tandis que dans la province de Vicence, un quinzième de la population en est atteint. La peau devient rude, parfois noire; des goîtres se développent; l'intelligence est obscurcie; le malade aboutit à l'idiotisme ou à l'épilepsie. Nous trouvons une trentaine de femmes dans les immenses locaux d'un ancien couvent. Elles sont soignées par des sœurs de charité. Luzzatti les interroge sur leur existence et sur le mobile qui les y a menées. L'une d'elles répond avec une vivacité, une conviction, une hauteur de vues qui nous émerveillent.

— Pourquoi êtes-vous ici, ma sœur?

— Parce que j'ai cru que la voix de Dieu m'y appelait.

— Mais cette existence, au milieu de ces infortunées, est affreuse. Ne songez-vous jamais que vous pourriez, comme d'autres, jouir de la vie?

— Le sentiment du devoir accompli donne une joie intime et permanente qui m'empêche de rien regretter.

— Mais, si vous descendez au fond de votre cœur, ne trouvez-vous pas l'orgueil ou la vanité qui vous soutient.

— Oui, monsieur, vous avez raison : c'est là le danger, et je me le demande parfois. Toutefois, comme je ne crois faire qu'obéir à ma vocation et à Dieu, d'où viendrait l'orgueil?

— Cependant, c'est en vue du ciel que vous vous dévouez. Vous faites un calcul, n'est-ce pas? Vous acceptez quelques tristes années ici-bas en échange d'une éternité bienheureuse.

— Il est vrai que le ciel est mon espérance. Mais je vous l'ai déjà dit, mon existence n'est pas triste. Est-ce un calcul? En tout cas, s'il me porte à faire ce qui est utile aux malheureux, avez-vous lieu de vous en plaindre?

— S'occupe-t-on de politique au couvent? Que pense-t-on du roi d'Italie? Vous dit-on qu'il est l'ennemi du Pape?

— Non, monsieur, on ne nous a jamais dit cela. Nous prions pour le roi comme pour le Saint-Père.

— Je le crois, me dit Luzzatti. En Vénétie, le clergé, le primat de Venise en tête, est, jusqu'à présent, bon patriote. Mais il n'en est pas de même partout. N'y a-t-il pas ici, ajoute-t-il, une force énorme pour le bien? Quel dommage qu'on en abuse parfois! Supposez le triomphe des doctrines matérialistes ou agnostiques qui ont cours maintenant, quel vide dans l'humanité! Poursuite de la perfection, espérance du royaume de Dieu, c'est-à-dire d'un ordre où règne la justice; amour de Dieu, c'est-à-dire d'un principe qui apporte à l'homme une base permanente comme règle de ses actions et qui, en fait, commande tout ce qui est utile à l'humanité; tous ces mobiles si avantageux au progrès disparaissent. Si j'obéis à la loi de Darwin du *struggle for life*, j'écrase les misérables pour m'élever et jouir; si j'obéis à la loi du Christ, je me fais leur serviteur pour les guérir et les relever. Au fond, la sœur a raison. Elle obéit à un calcul, disons-nous; c'est vrai; mais quand Dives mange ses millions en jouant à Monaco et en courant les filles, il obéit aussi à un calcul. Instinctivement ou en vertu d'un raisonnement, tout être cherche le bonheur, même celui qui se suicide. Ce qui nous intéresse, nous autres économistes et sociologistes, c'est de savoir quelle est la façon d'entendre le bonheur la plus profitable au bien général, celle du chrétien ou celle de l'athée.

— Je suis complètement de votre avis, lui dis-je. C'est une question que l'on peut trancher par l'étude comparée des faits. Comparaison des mobiles divers et des actes qu'ils déterminent : études *à priori*; méthode déductive. Comparaison des fruits obtenus, des résultats : études *à posteriori* et statistiques; méthode inductive. Tout ce qu'on peut se demander dans le cas qui est sous nos yeux, c'est ceci : en soignant ces *pellagrosi*, leur rend-on service? Fait-on chose utile à la société?

— Ceci revient à demander si on parvient à les guérir.

— Demandons-le aux sœurs.

Les sœurs nous disent : — La pellagra est uniquement produite par la mauvaise nourriture. A moins que les malades ne soient arrivés à la dernière période du mal, nous les guérissons presque tous, en leur donnant du pain et de la viande, de manière à les nourrir convenablement. Tout vient de la misère.

Voilà le mot affligeant que j'entends si souvent en Italie. Le lecteur me permettra d'y revenir encore une fois. Ce problème me hante ici bien plus encore que partout ailleurs. Pourquoi cette misère, et si profonde, en ce beau pays, où le sol est si fertile, où le soleil active si puissamment la sève, où les besoins sont minimes et la vie, par suite, à bon compte, où la densité de la population n'est pas absolument excessive comme dans nos Flandres, avec leurs terres sablonneuses et les exigences des longs hivers, des automnes précoces et des âpres printemps ? Pour qu'il y ait de la misère en Italie, il faut ou que l'homme soit paresseux, ou que le régime social soit très imparfait. Je crois pouvoir certifier que l'homme ici ne se refuse pas au travail. Du nord au midi de la Péninsule j'ai vu l'ouvrier des champs peiner durement. Il ne reste donc que l'autre alternative. Et celle-ci est la vérité. L'impôt excessif, la rente excessive, voilà les causes profondes de la misère. Quelques faits notés au hasard dans les journaux italiens suffisent pour le prouver.

Récemment, une émeute de paysans affamés avait lieu à Magliano. L'*Italia* résume ainsi ce que rapportent à ce sujet les journaux locaux : « Les principaux propriétaires et les commerçants notables des environs de Magliano y ont tenu une réunion, et des faits graves, très graves ont été révélés. S'ils ne justifient pas les actes illégaux commis par les paysans, ils les atténuent dans une forte mesure. On a constaté qu'il y a des ouvriers qui, depuis plusieurs jours, n'avaient eu à manger que du son et des herbes. D'autres, ayant des enfants malades, allaient ramasser dans les tas d'ordures des boyaux de poulets, pour leur en faire un peu de bouillon.... En somme, on a constaté dans cette réunion que le contrat

de ferme peut se résumer ainsi : le propriétaire prend tout au cultivateur : maïs, vin, froment, cocons. Le bois même appartient au propriétaire, et cependant, si un arbre vient à mourir, le paysan doit payer 25 francs d'amende.» Ces gens de la campagne mangeant de l'herbe font penser à ce que les historiens rapportent des dernières années du règne de Louis XIV. Et cependant, en somme, l'Italie est prospère : le commerce se développe ; la rente monte ; le budget offre un excédent ; et les politiques de la Chambre — je ne dis pas les ministres — veulent faire de la grande politique étrangère. Ils rêvent des colonies ou des annexions. — Voici encore un autre exemple de l'affligeant contraste qui me frappe à chaque instant dans les journaux italiens. Je lis dans l'un d'eux : « Notre grand cuirassé le *Lepanto*, qu'on construit à la Spezia, sera bientôt assez avancé pour qu'on puisse le lancer. Ce sera le plus puissant navire de guerre du monde entier. Ni la France ni l'Angleterre n'en ont un pareil. Il est vrai qu'il coûtera, quand il sera armé et prêt à prendre la mer, au moins vingt-cinq millions de livres. » Je note dans un autre journal, la *Rassegna*, des détails navrants sur la misère en Sardaigne, aggravée par les impôts écrasants. « Le fisc continue à exproprier beaucoup de petits propriétaires parce qu'ils ne peuvent payer les impôts. De cette façon, le domaine de l'État s'étend sans cesse, aux dépens des propriétés privées. Mais l'État n'en tire aucun profit : il doit payer les taxes communales et provinciales et il ne peut espérer vendre les terres expropriées, car nul ne voudrait les acheter. Voici un fait qui fera comprendre la situation. La petite ville d'Ottana est située au milieu de la plaine du Tirso. L'agriculture y est peu avancée ; le commerce et l'industrie ne se développent pas, faute de routes. Elle manque souvent d'eau potable. L'été, la malaria y règne et la misère, l'hiver. Tous les propriétaires y sont en retard dans le paiement de leurs contributions, quelques-uns depuis dix-huit ans. On a voulu faire rentrer l'impôt, et les contribuables payèrent tant qu'ils purent. Quand ils furent à bout de ressources, le fisc voulut procéder à l'expropriation, mais on s'aperçut alors qu'il fallait

exproprier tous les propriétaires, y compris le syndic et le curé. On annonça les expropriations par ordre alphabétique. Mais l'administration centrale recula au dernier moment. En effet, à quoi bon mettre en vente? personne n'aurait acheté. L'Etat aurait donc dû s'approprier tout le territoire de la commune. » Ces faits ne sont pas exagérés; ils sont, affirme la *Rassegna*, empruntés aux sources officielles. C'est la même situation que lors de la décadence de l'empire romain : le fisc ruinant les habitants et le pays¹. Si l'argent des pauvres Sardes ne devait pas aller payer des employés, des fortifications, des fusils à répétition et des cuirassés, ils pourraient se construire des routes, se pourvoir d'eau potable et améliorer leur culture. La centralisation militaire et bureaucratique, avec la « grande politique », les grands armements et les grandes dettes écrasent les pauvres gens qui grattent la terre. Est-il étonnant que le nihilisme se lève pour jeter bas tous ces engins de paupérisation? Combien faut-il ruiner de villages pour construire un *Lepanto*? Tous les expropriés d'Ottana suffiront-ils pour en payer la machine? Non, à peine pour acheter un de ses fameux canons de cent tonnes. Les personnages officiels qui assisteront aux fêtes du lancement du formidable cuirassé, l'orgueil de l'Italie, penseront-ils aux larmes, aux maladies, aux ruines qu'il aura coûtées?

Le marquis de Castania, dans un livre de bonne foi,

¹ Lire *les Conditions sociales au temps de Constantin*, par Victor Duruy. — Lecture à l'Institut de France. Déc. 1882. L'impôt ruine les villes et les campagnes et fait le désert. « Ceux qui vivent de l'impôt sont plus nombreux que ceux qui le payent, » dit Lactance. Les *latifundia* continuent d'absorber les petites propriétés. « Le pauvre, dit Salvien, ne peut vivre à côté du riche. Il y perd son bien et souvent sa liberté. » Propos de déclamateurs chrétiens, objectera-t-on. Mais voici un texte de loi qui est plus décisif que Lactance et Salvien. Au titre du code Théodosien qui parle de ceux *qui conditionem propriam reliquerunt*, on lit ce qui suit : « Les villes, privées des services dont elles ont besoin, ont perdu leur ancien éclat parce que beaucoup de *collegiati* (artisans), abandonnant la cité, se sont enfuis aux champs et vivent en des lieux écartés et secrets. — Qu'ils soient saisis et ramenés à leur premier office. » C. TH. XII, 19, 1, anno 400. — Ibid. XIX, 7, 1, anno 399. — Certes, en Italie on n'en est pas là; cependant, beaucoup de campagnards fuient aussi au désert, mais dans le nouveau monde.

Del presente dissesto sociale, reconnaît la triste condition de l'ouvrier agricole en Italie. « On ne peut nier, dit-il, que la condition des *contadini* ne soit très triste dans la plus grande partie de l'Italie. Ils habitent, surtout dans les provinces méridionales, de petites chambres humides, sombres, sales, avec le porc, compagnon et espoir de la famille, trop heureux s'ils peuvent y nourrir encore quelque autre animal domestique. Ils passent ainsi la nuit, empilés les uns à côté des autres, hommes et femmes, enfants et animaux, sur le lit, à terre ou sur le coffre, qui est presque l'unique objet du mobilier. Ils travaillent tout le jour pour un salaire insuffisant. A défaut de pain, ils ne mangent que du maïs et même, dans les années mauvaises, des herbages bouillis. Qui a visité la Basilicate, la Calabre et la plupart des provinces de la Sicile ne trouvera pas cette description exagérée. Dans le nord de la Péninsule, la situation n'est guère meilleure, comme le prouve le progrès de la pellagra. En 1875, 97,179 personnes étaient atteintes de ce mal affreux, dont 40,710 en Lombardie et 29,296 en Vénétie. » Cette situation des paysans me rappelle une gravure du temps de Louis XIV, représentant « un homme de village » avec cette légende : *Né pour la peine.*

Sur la maison est écrit : *But des gens de campagne, tailles payées.* (*La vie rurale dans l'ancienne France*, par M. Albert Babeau.)

Même idée dans la légende qu'Holbein inscrit au bas de sa figure du laboureur de la *Danse de la mort* :

A la sueur de ton visage,
Tu gagneras ta pauvre vie.

George Sand, qui cite ces vers, dans la préface de la *Mare au Diable*, dépeint en un tableau enchanteur le sort heureux du cultivateur de l'avenir. Il faut relire cette belle page, l'une des meilleures qu'elle ait écrites.

Elle a été inspirée par Pierre Leroux, car elle a paru d'abord dans sa revue, *la Réforme sociale*. Ces aspirations vers un ordre meilleur où régnerait la justice hantaient alors l'esprit

de la plupart des romanciers, qui ne se contentaient pas de décrire minutieusement les pourritures du temps présent.

Dans la préface de la *Confession d'un enfant du siècle*, Alfred de Musset reproduit la même pensée que George Sand, puisée sans doute à la même source, durant leur courte et orageuse intimité :

« O peuples des siècles futurs, lorsque, par une chaude journée d'été, vous serez courbés sur vos charrues, dans les vertes campagnes de la patrie; lorsque, essuyant, sur vos fronts tranquilles, le saint baptême de la sueur, vous promènerez vos regards sur votre horizon immense, où il n'y aura pas un épi plus haut que l'autre dans la moisson humaine d'hommes libres; quand alors vous remercierez Dieu d'être nés pour cette récolte, pensez à nous, qui n'y serons plus. »

M. Lenormant, dans les articles si curieux qu'il consacre à la description de la Basilicate dans la *Revue des Deux Mondes*, est aussi frappé de l'extrême dénuement des cultivateurs :

« J'ai parlé ailleurs (*La Grande Grèce*, t. I, p. 172-185), dit-il, avec détail de la misère agricole, dans l'ancien royaume de Naples, que signalaient, en même temps, les voix autorisées de M. E. de Laveleye et de M. Adert, de Genève. J'ai tracé des souffrances et de la condition du paysan, dans les provinces que la nature a faites si fécondes et qui devraient être un véritable Eden, un tableau dont quelques personnes de ce côté-ci des Alpes ont pu croire les couleurs trop chargées. En Italie, on n'en a pas jugé ainsi; personne n'a contesté les faits que j'avais articulés. Les journaux ont reproduit ce que j'en avais écrit; on l'a traduit en brochure, et le retentissement en a été suffisant pour qu'en certains endroits, dans le dernier voyage que je viens de faire, des délégations des sociétés ouvrières soient venues me remercier d'avoir mis la plaie à nu avec tant de franchise. » (*Revue des Deux Mondes*, 1^{er} avril 1883.)

Le marquis de Castania montre clairement comment cette situation engendre le socialisme agraire. Il cite de curieux

extraits d'écrits incendiaires adressés aux paysans. C'est toute une littérature spéciale. Voici un extrait que je lui emprunte : « Fils du paysan, tu as le droit et tu as aussi la force. Mais la pierre du sépulcre, scellée par des siècles d'esclavage, t'enferme vivant dans ton sépulcre. Bientôt la voix de la révolution te criera : Sors, Lazare ! Et alors, peuple des campagnes, tu sortiras de tes tanières, armé de fusils, de haches et de faux, et tu feras guerre à mort à tes maîtres qui t'écrasent. » (Cardias, *Una comune socialista*, p. 25.) Gnocchi Viani, dans un écrit : *I nostri Contadini*, p. 15, indique en deux mots le but à atteindre par la révolution agraire : *Proprieta collettiva del suolo e Federazione dei comuni agricoli*. J'ai acheté un autre petit livre, écrit dans le même sens et qui a fait grande rumeur en Italie, me dit-on. Il est intitulé : *La Voce d'un contadino*. Verona, Civelta, 1882. L'auteur, S. di Collalto, se dit paysan et prétend ne raconter que ce qu'il voit, chaque jour, sous ses yeux. C'est navrant et effrayant pour l'avenir. En voici un passage :

« Quand le *contadino* s'approche du palais de son seigneur, en y voyant cette profusion de richesse, ces colonnes, ces marbres, ces dorures, toutes ces splendeurs, il se dit : « Ici tant de luxe, — et dans la casine que j'habite, les solives s'émiettent en pourriture. Ici tant d'argent prodigué, — et quand je demande qu'on mette des vitres à la fenêtre de la chambre où je couche, on me répond qu'on n'a pas de quoi satisfaire à mes fantaisies. Ici des œuvres de peintres célèbres, et sur les lambris, de magnifiques décors, — et les murs de mon taudis sont noirs comme la gueule d'un four. Ici le travail raffiné des sculpteurs, — et chez moi, une caverne. Ici un pavement en mosaïques élégantes, — et chez moi, la terre pleine de trous où trébuchent mes petits enfants. Ici un mobilier si coûteux, — et chez moi, ô Christ ! pas même une chaise pour m'asseoir. — Et qui suis-je, en effet ? Dites, n'est-ce pas moi qui travaille la terre du seigneur du matin au soir, l'hiver et l'été ? et souvent je n'ai pas de quoi apaiser ma faim. N'est-ce pas moi qui produis la richesse ? et à moi, que me reste-t-il ? L'estomac vide et des souffrances

sans nombre. Dites, ô Seigneur! est-ce pour cela que j'ai été créé? »

Le contadino montre ensuite, dans des chapitres séparés, les conséquences morales de la misère : *Carattere — religione — moralità*. — Les caractères s'aigrissent. La religion disparaît. L'incrédulité envahit les campagnes. La moralité baisse. Aux amours légitimes, le paysan commence à préférer le vice patenté par l'État. « *Là dove il pudore scappava a tiro di ale e la sfacciataggine garazza nel suo pantano; li dove tutto si adima, tutto s'imbestialisce, purtroppo anco il contadino principia a portare il suo obolo.* »

Comme le fait remarquer M. de Castania, le campagnard autrefois acceptait sa dure destinée comme une nécessité. Il y voyait la suite d'un décret de la Providence, qui tenait le ciel en réserve pour ceux qui acceptaient l'épreuve sans murmures. « Ils croyaient (les paysans) inévitable comme la pluie et la grêle la nécessité d'être opprimés par le plus fort, le plus riche, le plus habile, le plus accrédité. » (Montigny, *Mémoires de Mirabeau*.) « La croyance et l'obéissance étaient des héritages; un homme est chrétien et sujet parce qu'il est né chrétien et sujet. » (Taine, *l'Ancien Régime*, l. III, ch. 3.) Aujourd'hui, la soif de l'égalité, que le christianisme a fait naître, subsiste; mais elle tourne en amertume et en violence, parce que le sentiment de résignation religieuse, qu'il a répandu en même temps, s'évanouit. On ne peut, nulle part mieux qu'en Italie, étudier les aspirations de révolte et d'anarchie socialistes que produit le contraste entre l'idéal rêvé et la dure réalité, parce que le problème ici est une pure question de relations sociales. Il n'y a pas, comme en Irlande, oppression d'une race par une autre, rivalité de cultes, ou des traditions de lutte violente, comme en Espagne (voir la *Mano nera* en Andalousie). Le *contadino* italien est de sa nature doux, porté à l'obéissance, résigné au travail, respectueux envers ses maîtres, encore pénétré souvent des sentiments de l'ancien régime. Pour qu'il s'insurge, il faut que la faim le pousse. Les révoltes agraires locales, si fréquentes en Italie, n'ont pas d'autre cause.

Comme je prépare une seconde édition de mon *Socialisme contemporain*, j'ai pris avec moi un volume peu connu d'Helvetius (*De l'homme*, 1776), où se fait jour l'ordre d'idées d'où est sorti le socialisme inconscient des hommes de la Révolution française, le socialisme utopique de Babœuf, de Fourier, de Saint-Simon et d'Owen, et surtout le socialisme scientifique de nos jours. Je transcris ici quelques extraits qui se rapportent à la situation sociale en Italie. Le lecteur les goûtera plus que mes « propos interrompus ». Comme cette langue du XVIII^e siècle est rapide, claire, piquante, allant droit au but ! Comme nous pataugeons lourdement, même ceux qui relèvent l'impropriété des termes et la lenteur de l'exposition par l'éclat des images et des mots à effet ! Le secret de ce style à la Voltaire, c'est qu'il dit vite et net, et qu'il ose tout dire, sans s'empâter dans les adjectifs et dans les couleurs :

« Un lord anglais débarque en Italie, parcourt les campagnes de Rome et s'embarque brusquement pour l'Angleterre. — Pourquoi, lui dit-on, quittez-vous ce beau pays? — « Je n'y puis, répond-il, soutenir plus longtemps le spectacle du malheur des paysans romains; leur misère me déchire; ils n'ont plus la face humaine. » (Sect. IV, chap. 15.)

« Chaque citoyen possède-t-il quelque bien dans un État? le désir de la conservation est, sans contredit, le vœu général de la nation. Le grand nombre, au contraire, y vit-il sans propriété? le vol devient le vœu général de cette même nation. » (Sect. VI, chap. 7.)

« Un gouvernement accorde-t-il à ses sujets la propriété de leurs biens, de leur vie et de leur liberté; s'oppose-t-il à la trop inégale répartition de richesses; conserve-t-il enfin tous les citoyens dans un certain état d'aisance? Il leur a fourni à tous les moyens d'être à peu près aussi heureux qu'ils le peuvent être. » (Sect. VII, chap. 24.)

A propos de la recherche de la meilleure législation, je note un chapitre intitulé : « Si, par la subdivision des propriétés, les lois ne pourraient pas unir l'intérêt du plus grand

nombre des habitants à l'intérêt de la patrie. » J'y relève les passages suivants : « Pour conserver une certaine égalité dans le partage des biens, il faudrait, à mesure qu'une famille s'éteint, qu'une partie de sa propriété fût concédée à des familles voisines plus nombreuses. »

Et cette maxime pessimiste : « L'injustice de l'homme n'a d'autre limite que celle de sa puissance. »

Le riche financier Helvetius parle des maux de l'inégalité et des souffrances du peuple, de la même façon que les socialistes de nos jours. Ainsi que le fait remarquer Tocqueville, ces hommes du XVIII^e siècle pensaient ne pas être compris de ceux qui vivaient au-dessous d'eux. Et, en effet, ceux-ci semblaient appartenir à une autre race et parler une autre langue. Les lettrés s'exprimaient dans leurs livres comme ils le faisaient dans les salons. Ils s'imaginaient que les gens de leur classe pouvaient seuls les comprendre. Voici ce qu'Helvetius ose écrire :

« Le luxe excessif, qui presque partout accompagne le despotisme, suppose une nation déjà partagée en oppresseurs et en opprimés, en voleurs et en volés. Mais si les voleurs forment le plus petit nombre, pourquoi ne succombent-ils pas sous les efforts du plus grand ? A quoi doivent-ils leur salut ? A l'impossibilité où se trouvent les volés de se donner le mot et de se rassembler le même jour. D'ailleurs, l'oppresser, avec l'argent déjà pillé, peut toujours soudoyer une armée pour combattre les opprimés et les vaincre en détail. » (VI, 9.)

« Le malheur presque universel des hommes et des peuples dépend de l'imperfection de leurs lois et du partage trop inégal des richesses. Il n'est, dans la plupart des États, que deux classes de citoyens : l'une qui manque du nécessaire, l'autre qui regorge de superflu.

« La première ne peut pourvoir à ses besoins que par un travail excessif. Ce travail est un mal physique pour tous. C'est un supplice pour quelques-uns.

« La seconde vit dans l'abondance, mais aussi dans les angoisses de l'ennui.

« La plupart des empires ne doivent donc être peuplés que d'infortunés. Que faire pour y rappeler le bonheur? Diminuer la richesse des uns; augmenter celle des autres; mettre le pauvre en un tel état d'aisance qu'il puisse, par un travail de sept à huit heures, abondamment subvenir à ses besoins et à ceux de sa famille. C'est alors qu'il devient à peu près aussi heureux qu'il peut l'être. A combien de maux, outre ceux de l'ennui, les riches ne sont-ils pas sujets? Que d'inquiétudes et de soins pour conserver et accroître une grande fortune! Qu'est-ce qu'un riche? C'est l'intendant d'une grande maison chargé de nourrir et d'habiller les valets qui le déshabillent.

« Le bonheur d'un opulent est une machine compliquée à laquelle il y a toujours à refaire.

« Que les lois assignent quelque propriété à tous les citoyens, elles arracheront le pauvre à l'horreur de l'indigence, et le riche au malheur de l'ennui. Elles rendront l'un et l'autre plus heureux.

« Les hommes seraient heureux si, par la forme de gouvernement, ils pouvaient, à quelque aisance, joindre la propriété de leurs biens, de leur vie et de leur liberté. » (VIII, 4.)

« Peu de fortune suffit au bonheur de l'homme occupé. La plus grande ne suffit pas au bonheur d'un désœuvré.

« Il faut ruiner cent villages pour amuser un oisif.

« Ce n'est point au pauvre, c'est au riche oisif que se fait le plus vivement sentir le besoin d'immenses richesses. Aussi que de nations ruinées et surchargées d'impôts! Que de citoyens privés du nécessaire uniquement pour subvenir aux dépenses de quelques ennuyés! » (VIII, 5.)

A l'encontre de ce que pensent aujourd'hui les économistes, mais d'accord avec la plupart des penseurs du XVIII^e siècle, comme Rousseau et Montesquieu, Helvetius attribue aux lois une grande influence sur le bonheur des hommes et sur la prospérité des nations.

« Qu'on fasse, dit-il souvent, de bonnes lois, rémunérant la vertu, punissant le mal : elles dirigeront les citoyens au bien général, en leur laissant suivre la pente irrésistible qui les porte à leur bien particulier.

« Ce qui fait le malheur des peuples, c'est l'imperfection de leurs lois et, par conséquent, leur stupidité. Les lois font tout.

« Une bonne législation est celle qui nécessite à la vertu. » (X, 6.)

Helvetius est, avec Diderot, le précurseur de Fourier. Il a l'idée de la Papillonne et veut faire du plaisir le ressort de l'activité sociale.

« S'il est vrai que le désir du changement soit aussi conforme qu'on le dit à la nature humaine, on pourrait proposer la possibilité du changement comme le prix du mérite. On pourrait donc essayer de rendre, par ce moyen, les guerriers plus braves, les magistrats plus justes, les artisans plus industriels et les gens de génie plus studieux.

« Quelle espèce de plaisir ne devient point, entre les mains d'un législateur habile, un instrument de la félicité publique? » (VIII, 11.)

Je note encore quelques maximes pleines de sens :

« La vérité, toujours utile pour celui qui l'écoute, ne nuit qu'à celui qui la dit. » (IX, 5.)

« La seule religion intolérable est une religion intolérante. » (IX, 7.)

« Le proverbe dit : *Dieu seul devine les sots*. On ne peut jamais prévoir ce qu'ils feront. Les principes d'un esprit solide étant connus, on sait ce qu'ils lui dicteront. »

Je trouve aussi, dans ce livre *De l'homme*, la confirmation d'une remarque que j'ai essayé de démontrer ici même, à savoir que le protestantisme est plus favorable que le catholicisme au développement et à la liberté des peuples. Le matérialiste Helvetius est un témoin qu'on ne soupçonnera pas d'être aveuglé par des préférences dogmatiques :

« Quel est l'objet de la science de la morale? Ce ne peut être que le bonheur général. Si l'on exige des vertus dans les particuliers, c'est que les vertus des membres font la félicité du tout. On voit que le seul moyen de rendre, à la fois, les peuples éclairés, vertueux et fortunés, c'est d'assurer par de bonnes lois les propriétés des citoyens, c'est d'éveiller leur

industrie, de leur permettre de penser et de communiquer leurs pensées. Or, la religion papiste est-elle la plus favorable à de telles lois? Les hommes sont-ils, en Italie et en Portugal, plus assurés qu'en Angleterre de leur vie et de leurs biens? Y jouissent-ils d'une plus grande liberté de penser? Le gouvernement y a-t-il de meilleures mœurs? Y est-il moins dur, par conséquent plus respectable?

« L'expérience ne prouve-t-elle pas, au contraire, que les luthériens et les calvinistes de l'Allemagne sont mieux gouvernés et plus heureux que les catholiques, et que les cantons protestants de la Suisse sont plus riches et plus puissants que les papistes? La religion réformée tend donc plus directement au bonheur public que la catholique; elle est donc plus favorable à l'objet que se propose la morale. Elle inspire donc de meilleures mœurs, dont l'excellence n'a d'autre mesure que la félicité même du peuple. » (I, 12.)

— Nous visitons l'école communale primaire des filles de Ceprano. Elle est aussi aux mains des religieuses. Celles-ci ne se refusent donc pas à diriger les écoles officielles de ce royaume d'Italie, créé par le brigandage, anathématisé par le Pape, parce qu'il lui a ravi ses États. L'école, un vaste bâtiment à quatre étages, avec des classes à chaque étage et beaucoup de place; sa construction est encore due au Fonds-Canova. Les religieuses nous reçoivent bien. Elles enseignent aux élèves des ouvrages de mains et même le tissage des étoffes. Il y a là le germe d'une école industrielle; cela me paraît excellent. On fait chanter les enfants en chœur. On exerce aussi beaucoup la mémoire : on nous récite quelques jolies pièces de vers. L'intuition, le raisonnement semblent moins cultivés. En somme, à âge égal, les petites filles me paraissent plus avancées que les nôtres. Mais aussi, quelle race fine, intelligente, charmante! Que de jolis types! Que de profils classiques! Quels beaux yeux! Canova n'a eu qu'à regarder autour de lui pour trouver des modèles grecs. Chez nous, surtout dans la Flandre, où la race est abâtardie par la consommation excessive de la pomme de terre, la pâte humaine est bien moins dégrossie.

En Italie, comme dans tous les pays catholiques, on tient beaucoup à la séparation des sexes. Même système chez nous. On impose ainsi de lourdes charges aux communes et on oblige les instituteurs à mener de front les élèves de trois ou quatre divisions. Avec le système mixte, l'institutrice prendrait les deux classes inférieures; l'instituteur, les deux supérieures. En Hollande et aux États-Unis surtout, on attribue d'excellents effets à l'usage très général de réunir garçons et filles dans les mêmes écoles. Les filles alors sont tenues au niveau des garçons, et souvent elles l'emportent sur eux. Elles ne sont plus considérées comme des êtres doués d'une intelligence inférieure. Les garçons prennent de meilleures façons. Ils s'habituent à rencontrer les jeunes filles, et ainsi l'imagination s'excite moins en songeant à l'inconnu.

Un homme d'une grande expérience en fait d'enseignement primaire, l'ancien bourgmestre de Liège, M. Neuville, partisan décidé de l'école mixte, me disait à l'appui de son opinion que, d'après ses observations, dans les familles où il y a frères et sœurs, les premiers se livrent à moins d'écarts que dans celles où il n'y a que des garçons. Il voudrait aussi que l'enseignement fût public à tous les degrés. J'ai vu cela, ajoutait-il, à Carlsbad, et on m'a affirmé que cela existait ailleurs, en Bohême. Au fond de la classe se trouvait une place réservée pour le public, comme dans les tribunaux. Une natte étouffait le bruit des pas. Les parents venaient, de temps en temps, assister aux leçons. Les élèves et les maîtres, ainsi tenus en éveil, étaient plus attentifs, plus zélés. Cela vaut mieux que le meilleur système d'inspection. C'est un contrôle permanent. — Certes, l'idée a du bon ! En démocratie, il faut que le peuple suive de près la marche des institutions qui émanent de lui et qu'il paye. Dans le *Township* de la Nouvelle-Angleterre, ce sont les parents eux-mêmes qui dirigent et surveillent l'école. C'est leur œuvre et leur sang. Mais tout ceci, comme l'école mixte, est une émanation directe et spéciale de la civilisation protestante, et surtout puritaine. La même chose est-elle possible en pays

catholique? Quoi qu'en disent nos agnostiques, la religion pénètre encore tout : idées, mœurs, institutions. L'esprit du catholicisme, c'est le principe d'autorité et d'obéissance. L'esprit du protestantisme, c'est la liberté et le *self-government*. Voulez-vous qu'un pays se gouverne lui-même : s'il est protestant, ce régime est conforme à sa nature : voyez l'Angleterre et les États-Unis ; s'il est catholique, ce régime est contraire à sa nature : voyez le Mexique, le Pérou et ailleurs. Tant que le catholique obéit aveuglément à son curé, vous avez l'ordre et le calme : voyez le Tyrol et le Canada. Insurregez-le contre le curé, et vous avez la révolution : voyez l'Espagne.

ÉMILE DE LAVELEYE.

